

NON AUX PRIVILÈGES

Les riches et la Finance doivent payer !

La colère qui s'exprime dans notre pays est à la hauteur des attaques subies. Le mouvement populaire des « Gilets jaunes » perdurent depuis 5 mois ; les grèves sectorielles se multiplient dans la fonction publique ; sur l'ensemble du territoire naissent des collectifs citoyens alliant personnels, usagers et élus pour défendre l'hôpital, la maternité, la poste, l'école...

Nous subissons tous les politiques libérales d'austérité depuis des décennies : pas d'augmentation des salaires ni de la valeur du point Fonction publique ; par contre, augmentation des prix, des loyers, des taxes, de l'électricité, de l'essence...

Il est de plus en plus difficile de finir le mois !

La politique menée maintient et même augmente le chômage alors que le contrôle des chômeurs est de plus en dur et que les indemnités qui diminuent. Pire, les aides sociales ne sont plus un droit mais considérées par le gouvernement comme de la charité octroyée contre du travail gratuit.

Les retraités subissent une perte de pouvoir d'achat : baisse des pensions, augmentation de la CSG.

En face, on fait des cadeaux aux plus riches, on supprime l'ISF, on supprime les cotisations sociales, on favorise la spéculation, on ne fait rien contre l'évasion et l'optimisation fiscales.

Les dividendes des sociétés du CAC40, eux sont impressionnants et en augmentation constante. La Banque centrale européenne trouve 3000 milliards pour renflouer les banques mais pas un centime pour sauver nos emplois, nos industries et nos services publics.

Nos dirigeants nous méprisent et se moquent ouvertement de nous

Les questions essentielles du pseudo grand débat :

- « Si vous voulez payer moins d'impôt, eh bien, quels services publics voulez-vous supprimer ? »

Vous en connaissez beaucoup, des Français qui veulent supprimer leurs services publics ? Quelle honte ! Et c'est faire fi du fait que la révolte initiale est liée aux taxes pas à l'impôt progressif.

- « Si vous voulez gagner quelques euros de plus sur votre fiche de paie, hé bien, supprimons les cotisations sociales ! »

Bilan : on détruit la sécurité sociale et on paiera plus que quelques euros aux assurances privées pour les soins et la retraite !

Le grand débat national, c'est une campagne de propagande du président payé par nos impôts... et nos taxes !

Le gouvernement a déjà annoncé qu'il ne changerait pas de politique et continue ses attaques (assurance chômage, retraites, ...). Il les amplifie même avec son programme de destruction des services publics et du statut des fonctionnaires avec la loi Dussopt qu'il va faire voter pendant les vacances d'été.

Avec Macron, ce qui est en cause, c'est la République, c'est notre pacte social, c'est la démocratie...

L'urgence est de travailler à l'unité syndicale, politique, citoyenne, populaire.

Un seul mot d'ordre pour y arriver : la République sociale !



Rejoignez République et Socialisme :
www.republiqueetsocialisme.fr

contact@republiqueetsocialisme.fr

 République & Socialisme  @RepetSoc